

Juifs maghrébins et anticolonialistes

Ewa TARTAKOWSKY

Décrits schématiquement comme les « bons élèves » de l’assimilation coloniale, les Juifs d’Algérie ont des trajectoires beaucoup plus complexes, notamment parce qu’ils ont fourni de nombreux militants anticolonialistes – jusqu’à ce que l’Algérie indépendante se définisse comme une nation exclusivement arabo-musulmane.

Recensé : Pierre-Jean Le Foll-Luciani, *Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2015. 544 p., 25€.

En 1962, environ 130 000 Juifs citoyens français quittent l’Algérie à la suite des accords d’Évian et à la construction de l’Algérie indépendante sur des bases exclusivement arabo-musulmanes. Événement nodal dans les parcours de vie, cet exil massif constitue aussi un traumatisme fondateur dans leur mémoire collective. Au regard de cet événement, l’historiographie a relayé une vision fataliste et anachronique de l’histoire, dans laquelle leur destin semble scellé bien avant la décolonisation.

Or l’étude des trajectoires de quelques centaines de Juifs anticolonialistes montre qu’il n’en est rien. Elle souligne l’intérêt d’une approche « à l’écoute candide »¹, pour reprendre l’expression d’Alain Corbin, une approche à l’écoute des acteurs qui permette de comprendre, au plus près des réalités passées, les conditions d’élaboration des discours, des engagements, des appartenances identitaires. C’est à quoi nous invite Jean-Pierre Le Foll-Luciani².

Judaïcité plurielle

En s’appuyant sur des sources variées – archives, entretiens, mémoires et récits publiés –, l’auteur s’attache à reconstituer la pluralité de la judaïcité algérienne avant l’accession du pays à l’indépendance. Dans cette optique, si les trajectoires des Juifs anticolonialistes se révèlent dissidentes, elles n’apparaissent plus comme de simples « anomalies historiques » relevant de trajectoires « impossibles ».

Pour comprendre la fabrication de ces engagements, il opère un retour sur les rapports des Juifs à la réalité coloniale. Dès l’arrivée des Français en Algérie, « il y eut, chez les notables communautaires comme chez les Juifs “du commun”, un panel extrêmement

¹ Alain Corbin, « Le XIX^e siècle ou la nécessité de l’assemblage », dans Alain Corbin et al. (dir.), *Inventions du XIX^e siècle. Le XIX^e siècle vu par lui-même (littérature, histoire, société)*, Paris, Klincksieck, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1999, p. 153.

² Il est également l’auteur de « Algériens non musulmans à l’épreuve de l’indépendance. Les anticolonialistes européens et juifs d’Algérie face à la construction de l’État indépendant (1962-1965) », *La Vie des idées*, le 2 avril 2012 (<http://www.laviedesidees.fr/Algeriens-non-musulmans-a-l-epreuve-de-l-independance.html>).

varié de réactions immédiates – du rejet à l’approbation, en passant par une indifférence ou un accommodement plus ou moins négocié » (p. 13), ce que confirment les travaux de Joshua Schreier³.

Ces histoires s’inscrivent en faux contre l’historiographie dominante des Juifs maghrébins qui émerge dans les années 1860 et résonne d’emblée avec les attentes françaises, en présentant leur destin comme sous-tendu par une future « assimilation »⁴. En effet, dès sa naissance, l’écriture de l’histoire des Juifs d’Afrique du Nord répond au projet de leur intégration dans la citoyenneté française, en les présentant comme des « passeurs » de cultures. Ils sont, dit-on alors, dotés de l’« aptitude admirable à assimiler les principes de la civilisation qu’on leur apporte, une intelligence qui, excitée par la persécution et par les difficultés de se maintenir sous le joug de fer des Arabes, a pris presque toujours un développement merveilleux »⁵.

Un siècle plus tard et malgré les efforts faits pour historiciser la condition des Juifs dans la société précoloniale, cette vision où l’occidentalisation constitue le « sens de l’histoire » continue à dominer, ainsi que l’illustre l’ouvrage classique d’André Chouraqui, *Les Juifs d’Afrique du Nord. Marche vers l’Occident* (Puf, 1952). Prendre au sérieux « les parcours des Juifs anticolonialistes qui se sont voulu “Algériens” » (p. 15) permet donc – au-delà de l’objectivation de ces parcours militants – de revenir sur cette histoire non linéaire, dans laquelle l’acculturation française n’est plus l’unique horizon d’attente.

Toujours dans l’optique de s’opposer aux visions téléologiques de l’histoire, le second apport de l’ouvrage de Le Foll-Luciani est de restituer les conditions d’émergence des engagements, ce qui revient plus largement à montrer que, dans cette société coloniale largement sous-tendue par des principes raciaux, d’autres pensables du « devenir-algérien »⁶ ont pu exister avant la cristallisation de la conception arabo-musulmane de l’algérianité.

Au cœur de l’« algérianité »

La période de Vichy et l’abrogation du décret Crémieux (qui, en 1870, avait naturalisé collectivement les Juifs d’Algérie⁷) constituent sans conteste le premier moment matriciel de l’enclenchement d’un engagement politique. Cette rupture nourrit des résistances qui se traduiront par l’adhésion de certains aux mouvements sionistes ou communistes. « Par-delà leurs différences, tous deux ont en commun de remettre en cause l’identification

³ Joshua Schreier, *Arabs of the Jewish Faith. The Civilizing Mission in Colonial Algeria*, New Brunswick, New Jersey and London, Rutgers University Press 2010. Voir également l’article de David Nadjari, « L’Émancipation à “marche forcée” : les Juifs d’Algérie et le décret Crémieux », *Labyrinthe*, n° 28, 2007, p. 77-89 (<http://labyrinthe.revues.org/2893?lang=en#ftn4>). Plus largement, ce numéro de la revue *Labyrinthe* présente des travaux sur les attitudes hostiles des Juifs aux projets de l’« émancipation » et à la modernité. Voir Pierre Savy et David Schreiber (dir.), « Des Juifs contre l’émancipation. De Babylone à Benny Lévy », *Labyrinthe*, n° 28-3, 2007 (<http://labyrinthe.revues.org/2512>).

⁴ Colette Zytnicki, *Les Juifs du Maghreb. Naissance d’une historiographie coloniale*, Paris, Presses universitaires de Paris Sorbonne, 2011 (<http://www.laviedesidees.fr/Une-histoire-des-Juifs-d-Afrique.html>).

⁵ Rapport de Jacques-Isaac Altaras et Joseph Cohen (1842), publié en intégralité dans Simon Schwarzfuchs (dir.), *Les Juifs d’Algérie et la France (1830-1855)*, Jérusalem, Institut Ben Zvi, 1981.

⁶ La notion de « devenir-... » est empruntée à Gilles Deleuze. Voir Gilles Deleuze et Claire Parnet, *Dialogues*, Paris, Flammarion, 1977, p. 8.

⁷ Cette naturalisation exclut toutefois les Juifs vivant dans des oasis et les confins algéro-marocains annexés par la France de 1872 à 1906. Ils obtiennent la nationalité française en 1961 dans le cadre des processus de décolonisation. Voir Sarah A. Stein, *Saharan Jews and the Fate of French Algeria*, Chicago, University of Chicago Press, 2014 (<http://www.laviedesidees.fr/Sur-les-traces-des-Juifs-sahariens.html>).

première à la France et de rejeter, pour l'un, la condition juive en Algérie coloniale et, pour l'autre, la situation coloniale elle-même » (p. 258).

Au Parti communiste algérien (PCA), dans les dernières années de la guerre, l'engagement se construit contre l'antisémitisme et autour d'un patriotisme antifasciste et antiraciste. Même si le terme de « colonialisme » n'apparaît pas encore officiellement, les militants non musulmans sont largement incités à s'intéresser aux inégalités produites par l'ordre colonial. Cette découverte participe de la radicalisation anticolonialiste, avant même que le PCA change officiellement de ligne pour adopter un projet s'inscrivant dans la « libération nationale ».

Les Jeunesses communistes et le PCA, tout comme l'Union de la jeunesse démocratique algérienne (UJDA) ou encore des groupe de langue des étudiants algériens en exil étudiantin à Paris, constituent des lieux privilégiés pour des socialisations politiques et affectives inédites entre musulmans et non-musulmans. Dans ce sillage, des conceptions diverses et concurrentes s'élaborent autour de la définition d'algérianité. Si le pôle de référent arabo-berbère est central dans cette construction d'identification, il est à l'époque ouvert aux autres composantes identitaires. Dans cette perspective, l'engagement des Juifs anticolonialistes apparaît non comme une imitation des musulmans, mais comme une expression pleine et entière d'une algérianité « qu'ils espèrent commune au plus grand nombre des habitants d'Algérie » (p. 339).

Le déclenchement de la guerre, en 1954, bouleverse le paysage de ces contre-sociétés politiques et oblige ces militants à se redéfinir à l'aune des contradictions internes aux mouvements anticoloniaux, exacerbées par la politique raciale du colonisateur. La majeure partie des Juifs engagés dans la guerre sont des militants communistes. Mais une partie d'entre eux rejoint le FLN, tout au moins s'en rapproche, surtout après le vote de la loi sur les pouvoirs spéciaux par les députés communistes, prise de position qui provoque de sérieuses polémiques. Certains assurent des liaisons entre le PCF et le FLN, d'autres rédigent des tracts et des brochures, s'engagent comme « porteurs de valises ». Début 1957, le FLN crée le Comité des Algériens israélites pour la négociation, puis le Groupe des étudiants algériens d'origine européenne, lié à l'Union générale des étudiants musulmans algériens, qui intervient publiquement et clandestinement en faveur du FLN. D'autres encore participent à l'organisation clandestine du PCA, interdit par les autorités françaises dès septembre 1955.

Sur le plan de la lutte armée et compte tenu des concurrences politiques au sein du mouvement anticolonial, lesquelles se traduisent par le rejet des communistes dans les maquis, des groupes autonomes, les Combattants de la libération (CDL), se créent à partir du premier semestre 1955 et vont intégrer ensuite l'Armée de libération nationale (ALN). Mais la participation des Juifs à la lutte armée est minime ; leur engagement se déploie surtout dans des réseaux politiques. C'est que leur position – exception faite de quelques militants comme Daniel Timsit – se fonde d'une part sur la crainte de subir le même sort que certains communistes liquidés physiquement au sein de l'ALN, d'autre part sur le rejet de principe des attentats contre des civils.

« Devenir-algérien » versus « identité nationale »

L'indépendance de l'Algérie, suivie du départ massif des Européens et des Juifs, ne débouche pas sur la société multiculturelle que défendent ces militants juifs anticolonialistes.

Cela ne les empêche pas de partager pleinement la victoire avec les musulmans et de se vivre « plus que jamais comme Algériens ».

Si tous les ministres du nouveau gouvernement sont musulmans – contrairement à la Tunisie et au Maroc –, certains Juifs participent à des responsabilités politiques importantes. Le champ des possibles pour ce « devenir-algérien » est donc toujours ouvert ; il va le rester entre la signature des accords d'Évian, le 18 mars 1962, et le vote de la loi sur le Code de la nationalité, le 12 mars 1963. Ce dernier signe une définition basée sur le critère exclusif de l'origine : la nationalité algérienne « d'origine », inexistante jusqu'alors, concerne « toute personne dont au moins deux ascendants en ligne paternelle sont nés en Algérie et y jouissaient du statut musulman »⁸.

Les autres – les Européens et les Juifs d'Algérie – doivent acquérir cette nationalité. Ce nouveau code légalise le caractère exclusif de la nation algérienne. Anticolonialistes européens et juifs se sentent de moins en moins légitimes comme membres à part entière de la nouvelle société, dans laquelle il leur faut adopter une certaine réserve civique. Dans cette nouvelle configuration, ils s'imposent un retrait quasi complet de la vie politique, retrait que leur conseille d'ailleurs la direction du PCA. Le coup d'État du 19 juin 1965, qui s'accompagne de répressions sur fond de discours xénophobes, provoque le départ de ces derniers juifs anticolonialistes.

À travers cette histoire « par le bas », Jean-Pierre Le Foll-Luciani nous permet de scruter les parcours socialisateurs de ces militants juifs, traversés de tensions et de contradictions alimentées par la diversité de leurs foyers culturels. Mais c'est aussi toute l'histoire sociale et politique des Juifs d'Algérie, du communisme algérien, voire de la société algérienne à l'époque coloniale, qui se donne à voir. Cette impressionnante étude ouvre la voie à une nouvelle conception historiographique des Juifs du Maghreb, au plus près des réalités vécues⁹.

Publié dans laviedesidees.fr, le 24 septembre 2015

© laviedesidees.fr

⁸ Chapitre VI, paragraphe 1, article 34 de la loi n°63-96 du 27 mars 1963 sur le Code de la nationalité algérienne.

⁹ Sur des trajectoires politiques dissidentes, minoritaires quantitativement, au sein des populations juives au Maghreb, on mentionnera la récente recherche d'Alma Heckman, *Radical Nationalists: Moroccan Jewish Communists, 1925-1975*, thèse de doctorat, University of California, Los Angeles, 2015.